

Actualité

Mémoire. Les cheminots ont rendu hier hommage à Pierre Semard.

Les trains étaient à l'arrêt

■ Cérémonie plus intimiste que d'habitude, hier matin en gare d'Alès. Cérémonie qui donne rendez-vous tous les ans aux cheminots pour un hommage à l'un des leurs, Pierre Semard, secrétaire de la fédération CGT des cheminots et membre du PCF, fusillé par les nazis à Evreux en 1944.

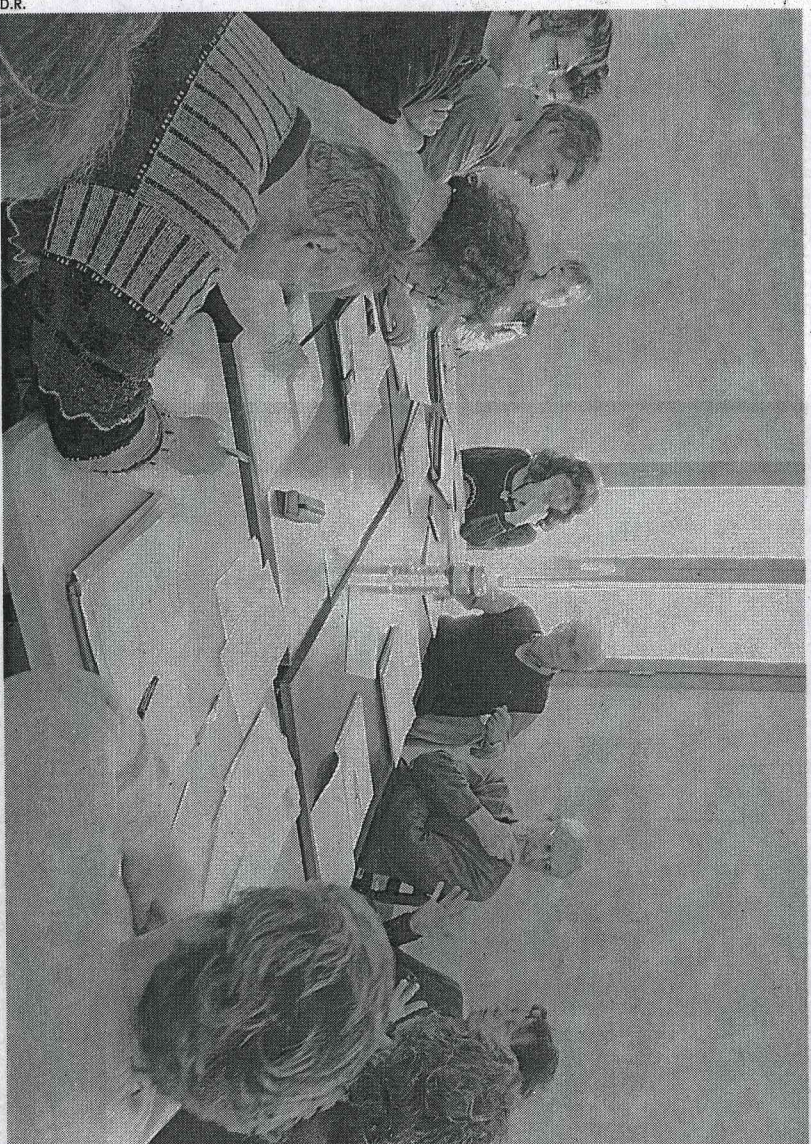
Pour le syndicat CGT des cheminots actifs - co-organisateur avec l'association nationale des cheminots anciens combattants -, Fabrice Durand retraçait en quelques mots ce que fut la vie de Pierre Semard, deux fois révoqué pour fait de grève, inquiété pour avoir dénoncé les accords de Munich en 1938... Un homme qui lança son dernier appel aux cheminots, sur de la libération à venir de son pays.

Fabrice Durand relevait encore que ces luttes des cheminots qui débouchèrent notamment sur la création de la SNCF se poursuivent aujourd'hui pour la défense

du service public. Un constat qui prenait hier matin un relief singulier : toutes les circulations avaient été arrêtées du fait de la neige. « Il n'y a pas si longtemps, les trains roulaient quand la route était bloquée », constataient les cheminots. Et si le train ne circulait pas hier matin, c'est parce que les moyens font aujourd'hui défaut pour faire fonctionner les aiguillages par temps de froid ou de neige et non parce que les intempéries immobilisent le transport ferroviaire.

Pour l'ANACAC, le président de la section alésienne, Robert Marion, rappelait combien important est le devoir de mémoire face à la menace toujours présente de conflits armés et notait que la plaque devant laquelle des gerbes ont été déposées hier matin sur le quai de la gare « ne doit rien au hasard » : sa présence est le fruit, là encore, de la mobilisation des cheminots et de l'ANACAC.

M.P.



D.R.
Samedi dernier, l'un des ateliers au travail pour définir le projet de territoire de la communauté de communes « Autour d'Anduze ».

Développement. Autour d'Anduze, la population est invitée à participer à la définition d'un projet local.

Un avenir à construire

■ « Ce projet, c'est quelque chose qui ne s'arrêtera pas cet été, c'est plutôt une nouvelle façon de travailler ». Marielle Vigne est déléguée de la commune de Tornac au conseil de la communauté de communes Autour d'Anduze. Elle y est responsable du projet de territoire de la communauté.

Un joli document édité par un cabinet spécialisé ? Il y a bien le cabinet, Fides conseil, mais il n'y a pas encore le document : ce sont les gens qui en parlent. Il faut dire que la communauté de communes avait des choses à prouver après le pas de deux qui avait failli l'intégrer au Grand Alès, à la demande du maire d'Anduze et sur proposition du préfet.

Le projet de territoire est un processus engagé depuis l'an dernier, marqué par de multiples réunions. Le dispositif est complet. Il est conduit par Aurélie Genolher, maire de Massillargues-Attuech, en sa qualité de vice-présidente de la communauté, chargée du développement local. Il compose un comité de pilotage, un comité technique de suivi. Les élus communautaires se réunissent en séminaire. Les associations... sont consultées. Mais l'essentiel de la démarche, ce sont les réunions d'une assemblée de territoire.

Samedi dernier, une centaine de personnes participaient ainsi à des ateliers par thème : économie, tourisme, vie sociale, culture et agriculture. Une journée consacrée dessiner l'avenir, pour les quinze années qui viennent. Réunion qui faisait suite à une première séance de travail citoyenne au cours de laquelle

avait été cerné l'existant. La prochaine assemblée, qui aura lieu le 24 avril, étant chargée de définir les mesures qu'il faudra prendre pour aller de la situation actuelle à l'idéal projeté.

Ce qui ressort des premières analyses ? « Nous ressentons une forte envie de travailler dans la logique d'une vallée, celle du Gardon de Saint-Jean, un secteur qui a son identité, ses besoins propres, sa vie sociale », note Alain Beaud, président de la communauté. Un cadre délimité par les citoyens qui ont participé à cette réflexion est qui n'est pas forcément celui de l'intercommunalité actuelle. La communauté d'Anduze s'étend en effet de Ribautès jusqu'à Gênergues et Saint-Sébastien, tandis que certaines communes de la vallée sont intégrées au Grand Alès. « Il nous faut définir des cadres pour une coopération à

partir du bassin de vie », commente Marielle Vigne.

Des coopérations qui concernent des dossiers concrets. « Le problème du logement est posé », souligne par exemple Genevieve Blanc, conseillère générale du canton. Le logement, mais aussi la nature du développement touristique ou encore la façon dont on peut concevoir un avenir pour l'agriculture.

La place du tissu associatif fait encore l'objet d'une attention particulière. Quatre-vingt associations fonctionnent sur ce territoire de dix mille habitants et elles représentent un volume d'activité estimé à plus de 1,5 millions d'euros. Là encore, un potentiel.

Mais les élus ne cachent pas : c'était l'objet de la réunion de leur dernier séminaire - que tout cela est lié aux évolutions actuellement en débat au parlement sur le mode d'organisation des collectivités locales.

« Ce projet que nous définissons avec la population nous rendra plus forts pour exprimer notre identité, nos besoins, notre volonté de décider ici », commente

Alain Beau. Plus forts pour empêcher des intégrations non souhaitées, des déplacements de centres de décisions. Pour que la population, aussi, soit prévenue des risques que fait courir la disparition de la taxe professionnelle et le transfert de la fiscalité sur les ménages.

Ce qui se passe aujourd'hui à la communauté de communes d'Anduze aura sans doute des conséquences qui dépasseront le cadre de la porte des Cévennes.

M.P.

M.P.



Hier matin en gare d'Alès, tout le monde n'avait pas pu venir.

Politique. Débat public jeudi soir au foyer des Jonquilles à Cendras.

La Palestine, le droit et la solidarité

■ La Coalition Cévennes contre Agrexco organise avec la commune de Cendras un débat public jeudi 11 mars à 20h30 au foyer des Jonquilles.

La société israélienne Agrexco est une entreprise d'Etat qui travaille notamment dans les territoires occupés palestiniens où elle produit des fleurs, fruits et légumes.

Georges Freche, président du conseil régional, a pris la décision d'implanter sur le port de Sète un terminal pour permettre à cette société d'exporter ses produits en France et en Europe.

« L'installation d'Agrexco à Sète entraînerait la destruction de nombreux emplois agricoles paysans dans notre région, la plupart des produits importés entrant en concurrence déloyale

avec les produits de l'agriculture régionale », note la Coalition anti-Agrexco qui s'oppose à ce projet. Des opposants qui n'omettent pas de rappeler que cette entreprise « porte aussi atteinte aux droits du peuple palestinien et viole le droit international ».

Les produits exportés sont notamment issus de la vallée du Jourdain où les terres palestiniennes ont été confisquées et l'accès à l'eau réservé à la colonisation israélienne.

Une large coalition qui déclare s'être constituée « pour refuser non pas le développement du port de Sète ni la création d'emplois sur le port qui sont une nécessité, mais la venue d'Agrexco ».

▲ contact : 06 16 49 84 53,

cevennescontreagrexco@yahoo.fr

M.P.